



Un an après l'explosion, la lente descente aux enfers des Libanais

Le 4 août 2020, deux explosions détruisaient le port de Beyrouth et les quartiers limitrophes. Secoué par une crise économique sans précédent, miné par une classe politique engluée dans ses querelles, le pays s'enfoncé inexorablement.

Il est 11 heures du matin lorsque le silence se fait brusquement sur le quartier de Mar Mikhael, dans le centre de Beyrouth. Le bruit des climatiseurs, des perceuses et des pompes à eau s'arrête, conséquence d'une pénurie générale d'électricité dans le quartier ; ne reste que le bourdonnement des voitures qui passent sur le boulevard longeant le port, traversant la ville d'est en ouest.

Les ouvriers en bâtiment qui réparent l'église maronite Saint-Michel s'arrêtent, attendant du contremaître qu'il donne le signe du lancement du générateur privé qui alimente le chantier, ou qu'il décide du chômage technique pour cause de pénurie ou de gasoil trop cher.

Des coupures de courant quotidiennes

Dans les quartiers limitrophes du port, les échafaudages qui strient toujours les façades et soutiennent les immeubles touchés par le souffle de l'explosion de l'entrepôt de nitrate d'ammonium, le 4 août 2020, témoignent encore de la violence du choc. Un choc qui n'a finalement été qu'une étape dans la descente aux enfers du pays tout entier, chaque jour qui passe charriant son lot de mauvaises nouvelles, bouleversant le quotidien précaire des habitants.

En ce mois de juillet 2021, Beyrouth vit au rythme des coupures de courant quotidiennes. L'état de la fourniture en électricité du pays est à l'image de l'immeuble du siège de l'Électricité du Liban, face au port, dont tous les étages ont été ravagés par l'explosion : rien n'a bougé en un an. Pire, la situation s'est dégradée. Les générateurs privés, illégaux mais tolérés compte tenu de l'incurie de l'État, et dont le prix a quadruplé en six mois, fournissent en courant uniquement ceux qui peuvent se l'offrir.

« Les 5 ampères vont bientôt coûter 1 million de livres libanaises. Et avec un salaire minimum de 675 000 livres, qui peut encore se le permettre ?, s'interroge Roy, un restaurateur dans le quartier de Hamra, dans l'ouest de la ville. Pour l'instant, je paye, car il faut bien que mes frigos tournent, mais bientôt le jeu n'en vaudra plus la chandelle. »

Même les bâtiments plutôt cossus de la capitale, ceux qui ne connaissent pas de panne, subissent le même sort. Mohamad, gardien et homme à tout faire d'un immeuble chic du quartier de Rmeil explique : « Nous ne pouvons pas faire tourner le générateur constamment, il risquerait non seulement de casser, et les pièces détachées, importées, coûtent cher, mais il nous manque également le gasoil pour le faire tourner. »

Chute de la livre et inflation de 400 %

Pénuries d'électricité, d'essence, de médicaments... Le pays vit accroché aux soubresauts et à la chute inexorable de la livre libanaise, qui a perdu plus de 90 % de sa valeur en un peu plus d'un an, malmenée par les blocages politiques qui empêchent toute tentative de sortie de crise, et dont le corollaire est une inflation atteignant près de 400 % sur les produits alimentaires.

Dernier exemple en date, l'annonce du renoncement de Saad Hariri, Premier ministre sunnite désigné à former un gouvernement après plus de neuf mois de tractations, a entraîné la chute de la monnaie, dépassant symboliquement la barre des 20 000 livres



pour 1 dollar (le cours officiel étant de 1500 pour 1 dollar).

Maya, la trentaine, chevelure rouge vif et piercing à la lèvre, enrage : « J'étais au supermarché et le vendeur m'a dit que je ne pouvais pas faire tous mes achats, car ils attendent de savoir à quel niveau le taux de change se stabilise. Quand on cherche quelque chose ils n'ont pas de stocks et maintenant, quand ils les ont, on ne peut pas les acheter ! »

« De toute façon, précise Tarek, coiffeur pour dames dans le quartier de Sin el Fil, Hariri était une partie du problème, comment peut-il être une partie de la solution ? Ce qui nous préoccupe maintenant, c'est de survivre et de trouver à manger. Le reste, c'est accessoire. »

Pas d'argent, pas de soins

D'après les Nations unies, plus de la moitié de la population libanaise est aujourd'hui passée sous le seuil de pauvreté. La classe moyenne, dont les avoirs sont gelés par les banques depuis bientôt deux ans, disparaît lentement, venant grossir les rangs des nouveaux pauvres. « C'est la première fois que je sens le Liban meurtri dans sa chair, confie Pascale Goris, médecin belge exerçant au Liban depuis plus de dix ans. Nous sommes confrontés à des scènes qui pourraient sortir des romans de Victor Hugo. »

Face à cela, la mobilisation de la société civile et des ONG ne suffit plus à contrer le spectre d'une crise humanitaire d'ampleur. « Nous avons dû arrêter nos actions de développement pour nous focaliser sur l'aide d'urgence, explique Hans Bederski, directeur de l'ONG Vision du monde au Liban. Le désespoir des gens a atteint des niveaux inégalés et ceux qui ont le "luxe" d'avoir un travail ont un salaire qui ne vaut plus rien. Les conséquences de tout cela sur la santé mentale des familles sont vertigineuses. »

« Tout augmente, seul l'être humain coûte de moins en moins cher », lui répond en écho Ahlam Fares, élégante femme de 50 ans, dans son appartement aménagé sur le toit d'un immeuble de Bourj Hammoud. Cuisinière dans un restaurant chic de Raouché, Ahlam s'est rapidement trouvée sans emploi sous le double coup de la crise économique et du covid. Aujourd'hui, seul le salaire de son mari parvient à faire vivre cette famille de quatre personnes. « Il gagne 30 000 livres par jour (l'équivalent aujourd'hui de 1,40 dollar), que peut-on faire avec ça ?, s'emporte-t-elle. Nous faisons chaque jour un pas de plus vers l'enfer. »

Ahlam Fares, chez elle, à Bourj Hammoud, banlieue de Beyrouth, le 23 juillet 2021.

• Lucien Lung / Riva-Press pour La Vie

« Mon frère est mort devant la porte de l'hôpital, car ils ne voulaient pas l'accepter tant que nous n'avions pas payé une avance, souffle Ahlam, les yeux rougis par l'émotion. J'ai même dû demander à une amie de me prêter son abaya noire pour pouvoir porter le deuil. Nos vies sont comme celles de moustiques, personne ne s'en soucie. »

L'absence criante de médicaments

Dans un pays dont le système de santé fait la part belle au privé, les conséquences sont chaque jour plus lourdes. Outre les hospitalisations impossibles par manque de moyens financiers, les médicaments ne sont plus importés et les traitements doivent être interrompus. Alors, on se débrouille comme on peut. Sur les réseaux sociaux, on s'échange ordonnances, noms de molécules et numéros d'amis qui viennent bientôt au Liban.

Les voyageurs, venus de l'étranger, charrient dans leurs valises les médicaments de bases introuvables dans les pharmacies libanaises. « La vérité, c'est que le Liban ne tient que grâce à la diaspora, raconte Georges, professeur d'université à la retraite. J'ai



rapatrié mes économies au Liban en 2018, et aujourd'hui je n'ai plus rien. Heureusement que ma famille à l'étranger m'envoie de l'argent, sinon je ne sais pas comment je ferais. Je prie tout le temps pour ne pas tomber malade, ça serait catastrophique. »

Des portraits de Saad Hariri, ex-Premier ministre du Liban et leader du parti sunnite Courant du futur, dans les rues de Tripoli, le 21 juillet 2021.

• Lucien Lung / Riva-Press pour La Vie

Dans les rues du quartier de Jabal Mohsen, à Tripoli, dans le nord du Liban, la fête de l'Aïd-el-Adha bat son plein. Des roues et balançoires immenses fonctionnant à la main ont été installées pour divertir les enfants. « Ici, nous avons une heure d'électricité par jour et il n'y a pas de générateurs », explique Ghader, qui s'occupe de l'une d'entre elles. Et de montrer ses biceps en rigolant : « Finalement, dans ce pays, c'est ça, la seule électricité ! »

Le 4 août 2020, deux explosions détruisaient le port de Beyrouth et les quartiers limitrophes. Secoué par une crise économique sans précédent, miné par une classe politique engluée dans ses querelles, le pays s'enfoncé inexorablement.

Pour la jeunesse libanaise, l'exil semble être la seule porte de sortie dans ce pays à l'avenir incertain. Mais si beaucoup s'interrogent, rares sont ceux qui ont les moyens de s'expatrier.

Les funérailles nationales du président haïtien, tué à son domicile le 7 juillet, se tiennent ce 23 juillet. Jacques de Cauna, ancien diplomate français en Haïti et membre de la prestigieuse Société haïtienne d'histoire et de géographie, relit cet événement à l'aune du passé tumultueux du pays.

Invité du Festival Oh les beaux jours !, à Marseille, le poète et romancier Jean D'Amérique, 26 ans, auteur de « Soleil à coudre », revient sur la situation chaotique en Haïti.

